

Pour nos *Tomodachi*

Automne 2016



Gouvernement du Japon

Pour nos *Tomodachi*
Automne 2016

Le Premier ministre Shinzo Abe en Mongolie,
à l'occasion du 11^e sommet de l'ASEM (juillet 2016)



TICAD

NAIROBI 2016



À propos de la TICAD

La TICAD est la Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Tokyo International Conference on African Development). Elle a été lancée en 1993 pour promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et les partenaires de développement. Les réunions sont dirigées par le Japon et organisées en coopération avec les Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine (CUA). Avec le lancement de la TICAD, le Japon est devenu le premier pays à constituer un forum de partenaires externes pour le développement panafricain. Les innovations de la TICAD incluent les concepts d'appropriation africaine et de partenariat international, la promotion de la participation des organisations internationales, des pays donateurs, du secteur privé et des organisations non-gouvernementales aux initiatives de soutien lancées par le Japon et enfin la création de mécanismes de suivi pour mesurer l'avancement de chacun des projets.

En vue de la TICAD VI

La sixième TICAD (TICAD VI) aura lieu pour la première fois en Afrique, avec le Kenya comme pays hôte, les 27 et 28 août 2016. Environ 6 000 délégués y assisteront, dont le Premier ministre du Japon Shinzo Abe et le président du Kenya Uhuru Kenyatta.

Lors de la TICAD VI, prenant note des nouveaux défis qui sont apparus depuis la TICAD V, comme la chute des prix des ressources naturelles, la crise Ebola et la montée de l'extrémisme violent et du terrorisme, les délégués aborderont des thèmes comme, entre autres, la diversification économique et l'industrialisation de l'Afrique, les systèmes de soins de santé résilients et la stabilité sociale, afin d'aider l'Afrique à devenir un centre de croissance mondiale d'ici le milieu du XXI^e siècle.

Pour plus de détails, visiter :

<http://www.japan.go.jp/ticad/>

Table des matières

Pour nos *Tomodachi*

Automne 2016

			Des Japonais au service des populations du monde	
TICAD VI	— 4		Un « riz miracle » pour combattre la pauvreté en Afrique	— 20 
Le Japon et l'Afrique	— 6		Développer « l'agriculture en tant qu'entreprise » au Kenya	— 22 
La contribution du Japon à l'Afrique de demain			Technologies de pointe	
Améliorer la logistique intérieure en Afrique de l'Est	— 8		KOKO Plus et les progrès de l'état nutritionnel des nourrissons du Ghana	— 24 
La lutte contre les maladies infectieuses en Afrique de l'Ouest	— 10		Les amis du Japon	
Aider le Kenya à développer ses ressources humaines	— 12		Amener l'électricité dans toute l'Afrique	— 26 
Les activités du Premier ministre	— 14		Amoureux du Japon sans l'avoir jamais vu	— 28 
Les discours du Premier ministre	— 17		Pour une utilisation durable des ressources du Malawi en partenariat avec le Japon	— 30 
			Le programme JET : une excellente façon d'apprendre à connaître le Japon	— 32 

© Copyright 2016 Cabinet Office of Japan. Tous droits de reproduction totale ou partielle, pour quelque usage ou par quelque moyen que ce soit, réservés pour tous les pays. Pour toute demande concernant le copyright, veuillez contacter l'adresse suivante en suivant la procédure indiquée : https://www.kantei.go.jp/foreign/forms/comment_ssl.html

Note : Tous les équivalents en dollars US pour les montants en yens japonais mentionnés dans ce numéro sont calculés sur la base de 105 yens pour un dollar, le taux de change moyen au moment de la rédaction.

Sites Internet — 34

Publications — 35

Le Japon et l'Afrique

Le Japon et l'Afrique ont entretenu pendant plusieurs décennies une relation unique et marquante. Le Japon joue depuis longtemps un rôle moteur positif pour le développement de l'Afrique.

La Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) est l'un des éléments les plus importants et les plus visibles des relations du Japon avec le continent africain. La TICAD, initiée par le gouvernement du Japon en 1993, est un forum multilatéral et international entièrement axé sur le développement de l'Afrique. La sixième édition de cette conférence aura lieu en août de cette année au Kenya.

La TICAD est l'un des plus anciens forums internationaux dans lequel les problèmes relatifs au développement de l'Afrique font l'objet de débats entre un grand nombre de parties prenantes. Les organisateurs de la TICAD ont invité des chefs d'Etat africains, des organisations internationales et régionales de développement, des représentants du secteur privé, des partenaires de développement et des représentants de la société civile.

La TICAD a été organisée tous les cinq ans au Japon depuis 1993. Lors de la TICAD V en 2013, les sponsors ont décidé d'adopter un cycle triennal et une alternance des pays hôtes entre le Japon et un pays africain. La TICAD VI aura lieu pour la première fois en dehors du Japon, à Nairobi, au Kenya, en août 2016. Suite au succès de la TICAD V, de grands espoirs ont été formulés pour la première TICAD sur le continent africain. La décision d'organiser la TICAD VI au Kenya a pour but de déplacer les débats d'un forum sur le développement africain centré à Tokyo vers un forum centré sur l'Afrique. Il s'agit réellement d'une étape importante et d'un geste spécifique en faveur de l'accomplissement d'un partenariat plus stratégique entre les pays africains et le Japon. Cela souligne également l'esprit de partenariat et d'appropriation sous-jacent à la mise en place du processus de la TICAD en 1993.

Depuis son lancement, la TICAD a fourni des directives fondamentales et complètes pour le développement africain. La TICAD est devenue une plateforme internationale majeure pour faciliter la mise en œuvre des initiatives en vue de

promouvoir le développement africain sous le double principe de l'appropriation africaine et du partenariat international. Lors des rencontres initiales de la TICAD, la contribution du Japon à l'Afrique concernait principalement les domaines de l'aide au développement et de la réduction de la pauvreté. D'autres réunions de la TICAD se sont concentrées sur les secteurs du développement social, y compris l'éducation, la santé et le développement des communautés. Les dernières réunions de la TICAD ont mis l'accent sur les investissements dans les infrastructures et les effets des changements climatiques.

La prochaine TICAD VI s'attachera plus spécifiquement à trois axes majeurs :

1. Promouvoir la transformation économique par l'industrialisation
2. Promouvoir des systèmes de santé résilients pour améliorer la qualité de la vie
3. Promouvoir la stabilité sociale pour une prospérité partagée

Sur ces thèmes, le Japon a déjà apporté sa contribution à l'Afrique par de nombreux moyens spécifiques. Tout d'abord, après la TICAD V en 2013, le gouvernement du Japon s'est concentré sur les investissements du secteur privé japonais en Afrique. La TICAD VI présentera l'intégration des secteurs privés japonais et africain pour la promotion du développement socio-économique. Selon l'ambassadeur Ben Ogutu, directeur du secrétariat de la TICAD VI, cette prochaine manifestation sera à même de capturer l'essence de la création d'emplois.

En outre, en 2013, l'engagement du Premier ministre Abe d'investir 32 milliards de dollars US durant les cinq années suivantes a constitué une augmentation significative des investissements japonais. L'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO) a initié un programme pour aider les pays africains à atteindre une croissance économique durable en travaillant avec eux pour renforcer leurs industries exportatrices. En outre, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) soutient des programmes pour la

promotion du développement des ressources humaines pour l'industrie et le commerce en Afrique.

Une seconde contribution de la TICAD a été la visite du Premier ministre Abe en Côte d'Ivoire, en Éthiopie et au Mozambique, le premier voyage d'un chef de gouvernement japonais en une dizaine d'années. Troisièmement, outre le nouveau recentrage sur les investissements du secteur privé en Afrique, le gouvernement du Japon a continué à contribuer à des projets de développement au niveau national. Par exemple, durant sa visite au Mozambique, le Premier ministre Abe a annoncé la fourniture de 570 millions de dollars US pour le développement d'un couloir commercial dans ce pays. Le Japon a également investi dans le secteur agricole de l'Afrique, en se concentrant plus particulièrement sur la production rizicole. Un autre exemple de contribution du Japon est l'aide apportée aux pays africains pour les plans de préparation contre les catastrophes naturelles. De plus, le Premier ministre a annoncé l'Initiative ABE (African Business Education) pour l'éducation commerciale des jeunes Africains, un programme qui accueillera sur cinq ans 1 000 ressortissants africains afin d'étudier au Japon et de travailler comme stagiaires dans les entreprises japonaises.

Quel est le moteur des relations du Japon avec l'Afrique ? Le Japon voit clairement les besoins humanitaires en Afrique et peut créer, en raison de sa prospérité économique, un environnement d'aide efficace. Le Japon utilise également la TICAD comme plateforme pour mettre en avant un modèle de développement tiré de sa propre histoire. Le Japon a depuis longtemps mis l'accent sur une politique d'aide autonome basée sur l'industrialisation. Les bénéfices de cette politique peuvent être partagés avec les pays africains. De plus, le gouvernement japonais cherche à renforcer les relations avec l'Afrique au moment où d'autres pays font sentir leur présence sur le continent, considéré comme le dernier grand marché de croissance du globe. Pour leur part, les pays africains espèrent attirer des investissements de sources diverses, y compris du Japon, afin de favoriser la croissance durable et de combattre les effets d'un possible ralentissement de l'économie mondiale.

Le Japon peut jouer un rôle crucial pour aider les

gouvernements africains à atteindre leurs objectifs économiques, et la TICAD représente un exemple notable de collaboration internationale et de leadership du Japon concentré sur le développement africain. Alors que l'économie de l'Afrique a enregistré une croissance annuelle de 5 % environ, la majeure partie de cette richesse reste sous le contrôle des élites africaines. Pour un développement plus général, un travail supplémentaire doit être accompli avec la construction d'infrastructures performantes et efficaces, le développement d'une classe moyenne dynamique, la mise en œuvre de politiques environnementales efficaces et la protection des droits de l'homme et de la sécurité humaine. Le petit mais très présent groupe des organisations japonaises de société civile à la TICAD V a souligné son souci d'élargir la vision du développement. Pour ces groupes, la croissance économique est nécessaire, mais insuffisante pour parvenir au développement.

La TICAD VI représente la continuité de la politique de développement japonaise en Afrique mais également une attention renouvelée à ce que les Africains eux-mêmes désirent. L'organisation de cette conférence internationale au Kenya montre bien ce tournant important de la politique japonaise ainsi que les nouvelles opportunités en vue d'apporter des changements positifs et marquants en Afrique. (Ecrit en juillet 2016)



Dr. Howard Lehman

Le Dr. Howard Lehman est professeur de sciences politiques à l'Université d'Utah. Il a publié de nombreux articles et deux ouvrages sur le développement de l'Afrique et la politique d'aide étrangère du Japon. Il est l'auteur d'un livre intitulé *Japan and Africa : Globalization and Foreign Aid in the 21st Century* (Le Japon et l'Afrique : mondialisation et aide étrangère au XXI^e siècle) récemment paru. Il a bénéficié trois fois d'une bourse d'études Fulbright, dont une au Japon, où il a enseigné à l'Université de Kyushu. Il a également été professeur invité à l'Université de Kobe.

Améliorer la logistique intérieure en Afrique de l'Est

Un nouveau pont international et un poste de douane facilitent le transport transfrontalier

Le pont international de Rusumo, à la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie, joue le rôle clef de lien logistique pour les pays de l'intérieur de l'Afrique de l'Est. Ce pont est situé sur le Corridor central, une grande artère qui relie l'océan Indien au Rwanda. Pendant de nombreuses années, la circulation sur cette route a souffert d'encombrements permanents en raison des limitations imposées au trafic dues à la détérioration de la structure du pont et à la complexité des procédures douanières. Pour remédier à ce problème, le Japon a fourni une subvention de 3,72 milliards de yens (35,4 millions de dollars US) destinée au projet de construction du pont international de Rusumo et du poste frontière à guichet unique (OSBP, de l'anglais *One Stop Border Post*) conçu pour réduire de façon spectaculaire le temps de traversée de la frontière. Ce grand projet, qui bénéficiait d'un appui technique de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), englobait la construction d'un nouveau pont et la mise en place d'un OSBP en vue de rationaliser les procédures douanières.

Avec ses deux voies, le nouveau pont, construit grâce à des technologies japonaises de haut niveau, facilite le transit en autorisant la circulation dans les deux sens. Et le nouveau guichet unique diminue les bouchons et améliore la fluidité du commerce transfrontalier. Jusque-là, il fallait en effet franchir la douane de chaque côté par des installations séparées, ce qui pouvait prendre quelque 14 heures, alors que les formalités peuvent désormais être effectuées plus promptement en un seul arrêt. Pendant huit années, les représentants de l'État japonais ont travaillé assidûment avec leurs homologues de divers organes publics rwandais et tanzaniens et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui s'est prononcée en faveur de l'adoption du concept de guichet unique et a encouragé la mise en place d'une législation adéquate. La JICA a en outre participé à l'élaboration de manuels opérationnels et de formations techniques destinés aux douaniers. Le 1^{er} mars 2016, le guichet unique tant attendu

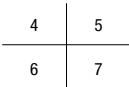
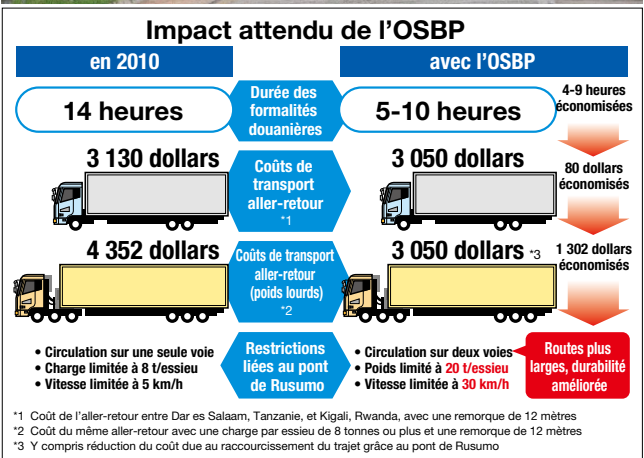
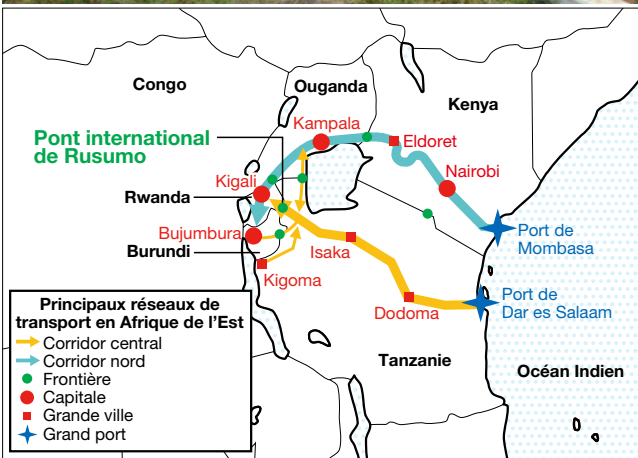
a été inauguré et le temps requis pour les formalités douanières s'en est trouvé fortement réduit. Dès la première année de fonctionnement, estime la JICA, la nouvelle installation permettra d'économiser 1,8 million de dollars sur les coûts de transport aller et retour entre le port tanzanien de Dar es Salaam et Kigali, la capitale du Rwanda. L'amélioration du réseau logistique du Corridor central aura ainsi un effet bénéfique sur le flux de marchandises et contribuera grandement au développement économique et à la modernisation des pays de l'intérieur de l'Afrique de l'Est.

Autre impact positif du projet, celui-ci a permis aux ingénieurs locaux qui y ont participé d'améliorer leurs compétences. Ryutaro Murotani, intervenu en tant que représentant principal du Bureau du Rwanda de la JICA, observe que « les ingénieurs rwandais qui ont travaillé sur ce chantier ont utilisé leur expérience pour un autre projet : la construction d'un guichet unique à la frontière du Rwanda et de l'Ouganda ». Des représentants des entreprises locales de construction disent aussi que leur collaboration avec une entreprise japonaise sur le projet d'édification du pont leur a donné une bonne opportunité de se familiariser avec la technologie japonaise du génie civil et les techniques de construction d'ouvrages haut de gamme.

La JICA s'est fixé pour objectif d'aboutir à l'adoption d'un dispositif uniforme de guichets douaniers uniques dans l'intégralité du réseau de distribution africain, de façon à renforcer l'interconnectivité entre les pays de ce continent. L'agence s'est attelée à la préparation de ce projet et travaille à l'élaboration d'un ouvrage de référence de concert avec les organisations régionales et les organismes publics qui gèrent actuellement des postes frontières à guichet unique suivant leurs propres systèmes. Le soutien au projet du pont international de Rusumo s'inscrit dans cette perspective, et l'issue heureuse de cette entreprise constituera un pas en avant dans le soutien à venir au développement de l'Afrique.



1. Vue d'ensemble du nouveau pont international de Rusumo et du poste frontière à guichet unique (OSBP). La zone à gauche au-delà de la courbe de la rivière est le site de l'OSBP du côté tanzanien de la frontière. 2. Sur ce panneau commémoratif placé à l'entrée du pont figure le drapeau du Japon, entouré de ceux du Rwanda et de la Tanzanie. Les étudiants en architecture de l'université locale ont effectué de nombreuses visites sur le site pour observer les méthodes japonaises d'édition utilisées dans la construction du pont. 3. Un ingénieur d'une entreprise japonaise de construction (à gauche) prodigue des conseils à ses collègues locaux dans le cadre de leur collaboration sur le projet.



4. Embouteillages sur l'ancien pont et à son approche. Le côté rwandais de la frontière est au premier plan. Au fond, en Tanzanie, une file de camions attend de traverser la frontière. Les limites imposées pour l'ancien pont étaient de 8 tonnes par essieu pour la charge et de 5 kilomètres heure pour la vitesse. Les camions devaient le traverser un par un. 5. Vue du nouveau pont depuis la Tanzanie. La passerelle aux balustrades jaunes qu'on voit à gauche est l'ancien pont. 6. Grandes routes servant au transport des marchandises de l'océan Indien vers l'intérieur des terres. Le Corridor nord était jadis la route la plus utilisée, mais le trajet prenait beaucoup de temps du fait qu'il traversait deux frontières. Avec la mise en service du nouveau pont et de l'OSBP, le rôle du Corridor central dans l'infrastructure des transports s'est considérablement renforcé. 7. Les améliorations attendues du projet : outre la baisse des coûts de transport générée par l'ouverture du poste frontière à guichet unique, la mise en service du nouveau pont permet le passage de camions dépassant l'ancienne limite de charge de 8 tonnes par essieu.

La lutte contre les maladies infectieuses en Afrique de l'Ouest

L'aide japonaise à la création d'une installation de recherche avancée

En Afrique de l'Ouest, la lutte contre les maladies infectieuses ne connaît pas de répit. La malaria, par exemple, fait plus de 10 000 victimes par an au Ghana, où 270 000 personnes sont en outre infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH). Il est indispensable de combattre et de surmonter ces maladies si l'on veut promouvoir durablement le développement de la région. Et comme les maladies infectieuses qui y sévissent ne cessent de muter et de trouver de nouvelles voies de transmission, il est essentiel de mener contre elles une campagne assidue et de longue haleine au niveau local, avec notamment des activités de détection et d'analyse rapides des virus.

Pionnier de la recherche au Japon, le bactériologiste Hideyo Noguchi a travaillé sur le terrain en Afrique de l'Ouest. Il a commencé d'étudier la fièvre jaune en 1927, dans un hôpital d'Accra, au Ghana, et obtenu quantité de résultats remarquables, dont la découverte du pathogène responsable de la fièvre jaune, avant d'être infecté lui-même par cette maladie, dont il est mort sur place six mois plus tard. Son travail lui a valu trois nominations au prix Nobel. En 1968, le gouvernement ghanéen a demandé au Japon, patrie du docteur Noguchi, une aide pour la recherche médicale sur les maladies infectieuses. En réponse, le gouvernement japonais a mis en place la même année un programme de coopération technique. En 1979, l'Institut Noguchi pour la recherche médicale (NMIMR), ainsi nommé en mémoire du docteur Noguchi, a été fondé à Accra avec une subvention du Japon, qui, depuis lors, y envoie régulièrement des chercheurs.

Malgré la fréquence des coupures d'électricité et les déficiences de l'alimentation en eau, les chercheurs du NMIMR ont à leur actif un grand nombre de réussites. Le VIH constitue un de leurs grands domaines de recherche et, en 1986, des chercheurs en activité au Ghana ont découvert le VIH-2, une souche du virus concentrée en Afrique. L'institut est désormais reconnu comme une base essentielle de la recherche sur les maladies contagieuses en Afrique de l'Ouest.

La manipulation de pathogènes comme le VIH requiert des installations hautement sécurisées. En 1999, le NMIMR a achevé l'aménagement d'un laboratoire de recherche conforme aux normes du niveau 3 de biosécurité de l'Organisation mondiale de la santé, laquelle, pour cette raison, l'a désigné en 2014 comme l'une des institutions dont la contribution au combat contre la maladie à virus Ebola est particulièrement cruciale. Et le soutien de l'institut ne se limite pas au Ghana, il travaille aussi en tandem avec d'autres pays ouest-africains à la mise en place de mesures de lutte contre la fièvre de Lassa, qui a montré des signes d'épidémie cette année.

Le NMIMR emploie 334 personnes, dont 49 chercheurs originaires du Ghana, d'autres pays africains, du Japon et d'ailleurs dans le monde, notamment de France et des États-Unis. Le docteur Mitsuko Ohashi, une parasitologue japonaise qui travaille à l'institut depuis sept ans, fait l'observation suivante : « Les chercheurs ont un potentiel élevé. En termes de personnel comme de recherche, le NMIMR atteint des niveaux de classe mondiale et, tous ensemble, nous obtenons des résultats en tant que membres d'une équipe au sein de laquelle nous progressons à travers une amicale rivalité. »

Dans l'optique de renforcer encore les capacités de cet ensemble cohérent de lutte contre les maladies infectieuses que constituent le Ghana et l'Afrique de l'Ouest, le gouvernement japonais a décidé de subventionner la construction d'une nouvelle installation au NMIMR : le Centre de recherche avancée pour les maladies infectieuses, dont l'achèvement est prévu en août 2018. Le centre sera doté d'un laboratoire de biologie moléculaire conforme aux normes du niveau 3 de biosécurité et équipé des appareils les plus récents, qui permettra une détection et une surveillance encore plus précises des pathogènes. On espère qu'il constituera une base de recherche médicale et d'enseignement pour les générations à venir, et contribuera ainsi au contrôle des maladies qui menacent le genre humain.

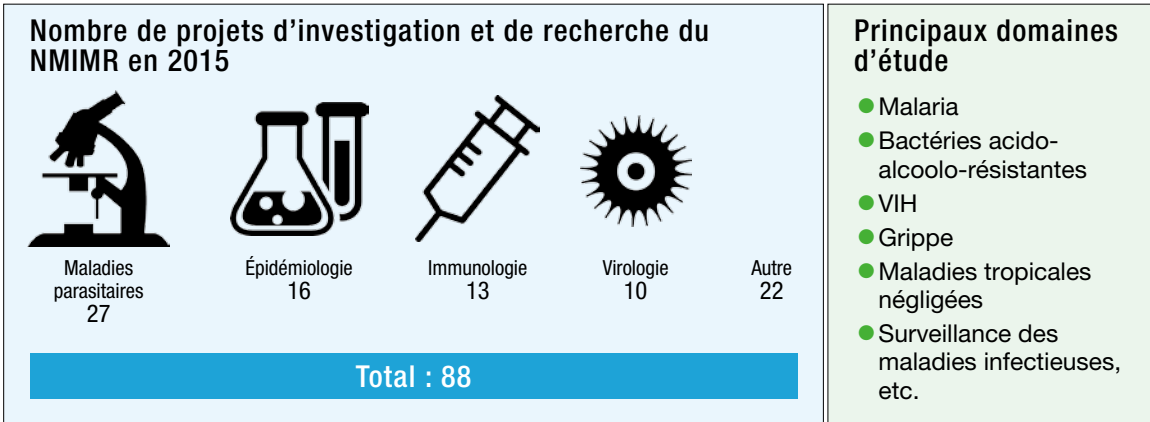


Photos : Aiko Lizuka/JICA (1,2 et 3)

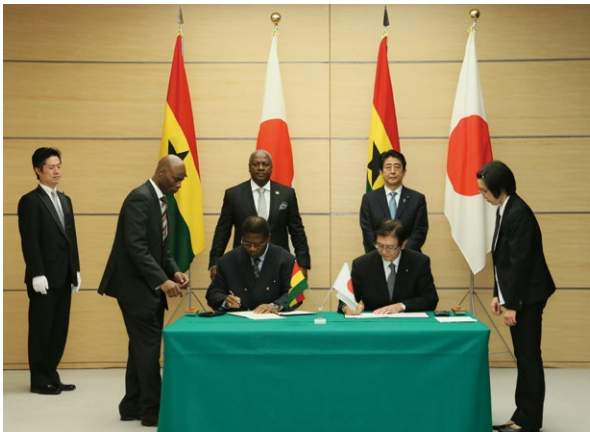


1	2
3	4

1. L'Institut Noguchi pour la recherche médicale (NMIMR), situé dans une banlieue d'Accra, la capitale du Ghana, est au cœur de la lutte contre les maladies infectieuses en Afrique de l'Ouest. 2. Jeunes chercheurs en activité à l'institut. 70 % d'entre eux s'apprennent à passer leur doctorat et poursuivent leurs études sous les conseils de superviseurs ou de collègues. 3 & 4. Le docteur Hideyo Noguchi (1876-1928), malgré la pauvreté et une déficience physique, est devenu un bactériologiste mondialement connu pour ses recherches sur des maladies comme la fièvre jaune et la syphilis. Il a été nommé pour le prix Nobel de physiologie ou de médecine. Son portrait figure sur les billets japonais de 1 000 yens.



Le nombre d'études menées au NMIMR est passé de 56 en 2010 à 88 en 2015. La plupart portaient sur les maladies infectieuses, mais certaines ont également été consacrées à des sujets comme la sûreté alimentaire et le changement climatique.



5 | 6

5. Le 18 mai 2016, à l'issue d'une rencontre au sommet entre le Japon et le Ghana, les dirigeants des deux pays ont participé à un échange de lettres concernant une aide financière du Japon au Ghana. 6. Le docteur Mitsuko Ohashi, de l'Université de médecine et d'odontologie de Tokyo, a trouvé un composant pour la mise au point d'un médicament efficace contre la maladie du sommeil à base de plantes médicinales ghanéennes. En 2015, l'Université de médecine et d'odontologie de Tokyo et le NMIMR ont déposé conjointement une demande de brevet pour ce médicament, une première pour le NMIMR.

Aider le Kenya à développer ses ressources humaines

Former du personnel pour l'avenir dans la perspective du secteur privé

Les économies africaines se développent rapidement. Elles ont donc un besoin urgent de former du personnel ayant un niveau élevé de connaissances et de qualifications dans différents domaines. Le Kenya a pour sa part adopté un plan stratégique national à long terme – « Kenya Vision 2030 » – qui prévoit notamment que le pays acquière la capacité de former des ressources humaines d'envergure globale.

Toyota Tsusho est une société de commerce du groupe Toyota. En Afrique, elle est impliquée dans un grand nombre d'opérations liées à la création d'entreprises, au développement des ressources humaines et aux contributions sociales. Le Kenya est l'un des pays où elle est le plus présente. Toyota Tsusho considère que l'aide au développement des ressources humaines locales est cruciale non seulement pour l'économie kenyane mais aussi pour ses propres activités. En 1990, elle s'est associée à Toyota Motor pour créer la Fondation Toyota Kenya. En l'espace de vingt-cinq ans, cette institution a offert des bourses d'études à 385 Kenyans dont certains ont occupé, une fois leur diplôme obtenu, des postes dans le gouvernement de leur pays.

Toyota Tsusho participe par ailleurs activement à la formation de ressources humaines locales. Elle a installé un centre de formation pratique et administrative dans les locaux de sa filiale Toyota Kenya (TK) pour le personnel technique de cette entreprise et celui des importateurs et distributeurs ainsi que des concessionnaires officiels de Toyota en Afrique de l'Est. En juillet 2014, le centre de TK a été intégré dans une nouvelle école de formation des ressources humaines, Toyota Kenya Academy, installée dans le Toyota Kenya Business Park de Nairobi. Son programme s'est considérablement étoffé et certains cours ont même été ouverts au grand public. « Nous

avons pensé que nous pouvions contribuer au développement du Kenya en proposant une formation et un enseignement dans un large éventail de domaines, sans se limiter à l'automobile », explique Masakazu Ohira, directeur du département automobile pour l'Afrique de Toyota Tsusho.







Toyota Kenya Academy propose des cours dans quatre grands domaines. Outre la formation pour techniciens de l'automobile déjà prodiguée par le centre de formation de TK, elle enseigne l'entrepreneuriat, l'agro-entreprise et l'agriculture mécanisée en collaboration avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et des organes du gouvernement kenyan. Au cours des deux années qui ont suivi sa création, Toyota Kenya Academy a accueilli 381 élèves. Depuis septembre 2016, elle propose aussi des cours sur le concept de *kaizen* – littéralement « amélioration continue » de la productivité –, mis en œuvre par Toyota sous la forme d'une recherche permanente d'idées par les travailleurs sur le terrain, et sur le cycle de gestion « planifier, développer, contrôler, agir » (PDCA).

« Notre école s'efforce non seulement de diffuser des connaissances et des savoir-faire mais aussi d'apprendre aux élèves à résoudre les problèmes par eux-mêmes », ajoute Masakazu Ohira. « Toyota Kenya Academy a ouvert ses portes il y a tout juste deux ans et elle a déjà prouvé son efficacité. Les élèves sont les premiers à dire qu'ils ont appris à regarder les choses autrement. Au Kenya, il y a un grand nombre de gens motivés qui profitent de nos programmes pour s'instruire et développer leurs compétences. Nous espérons que cette opération sera une véritable réussite que nous pourrions ensuite prolonger dans d'autres pays d'Afrique. »



1
2 | 3

1. Uhuru Kenyatta (1^{er} rang, au centre), président du Kenya, et des membres du gouvernement kenyan lors de l'inauguration de Toyota Kenya Academy, en juillet 2014. 2. L'enseignement est assuré par des employés accrédités de Toyota Kenya. 3. Le programme d'études est orienté vers la formation pratique. Un jeune Kenyan apprend le métier de directeur d'atelier de réparation automobile.

Type et nombre de cours		Nouveaux cours à partir de septembre 2016
Automobile : 3 	Agro-entreprise : 4 	Langue japonaise  « Amélioration continue » (kaizen) et cycle de gestion PDCA 
Entreprenariat : 3 	Agriculture mécanisée : 4 	

Toyota Kenya Academy propose actuellement 14 cours. En 2016, elle devrait accueillir 750 élèves.

4 | 5

4. L'école est située dans un parc de six hectares – le Toyota Kenya Business Park – avec de nombreuses autres installations du groupe Toyota. 5. Masakazu Ohira, directeur du département automobile pour l'Afrique de Toyota Tsusho, admire l'assiduité des élèves kenyan de l'école.





Les activités du Premier ministre



1

2

4

3

5

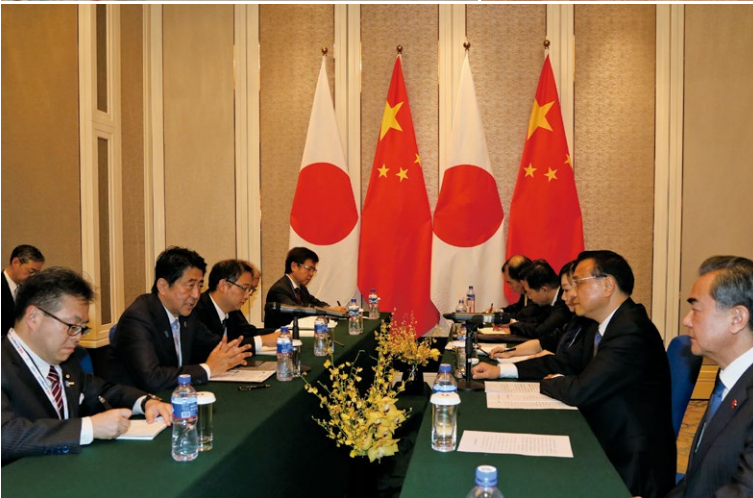
En juillet 2016, le Premier ministre Shinzo Abe s'est rendu à Ulan-Bator, en Mongolie, où il a participé au Dialogue Asie-Europe (ASEM). À cette occasion, il s'est entretenu avec des dirigeants d'autres pays.

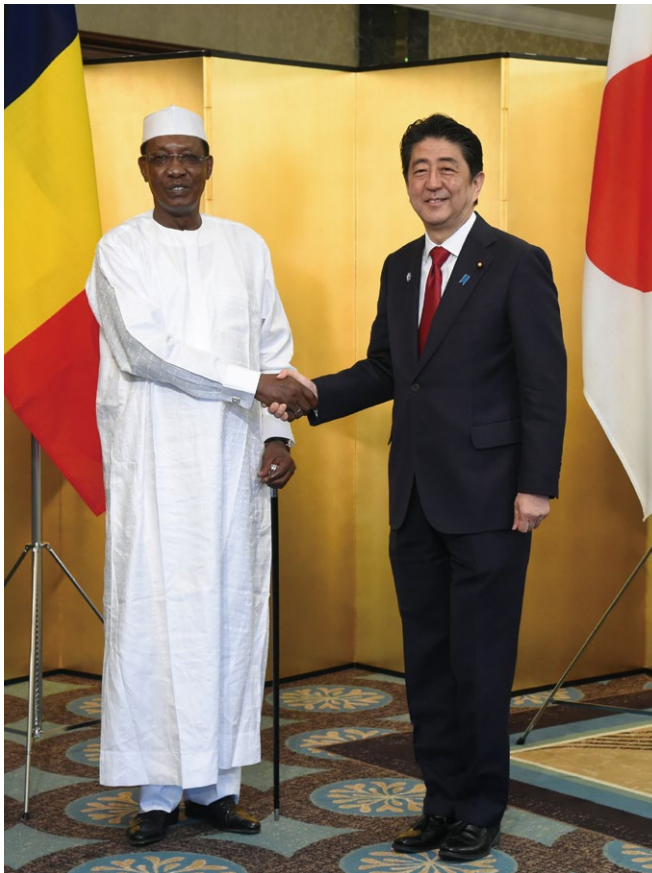
1. Photographie de groupe.
2. Avec Tsakhiagiyn Elbegdorj, président de la Mongolie.
3. Avec Jargaltulga Erdenebat, Premier ministre de la Mongolie.
4. Cérémonie d'ouverture de l'ASEM.
5. Session plénière de l'ASEM.



6. Avec Sheikh Hasina, Première ministre du Bangladesh. 7. Avec Nguyen Xuan Phuc, Premier ministre du Vietnam. 8. Rencontre au sommet avec Li Keqiang, Premier ministre de la République populaire de Chine. 9. Avec Hun Sen, Premier ministre du Cambodge. 10. Une minute de silence en hommage aux victimes de l'attentat du 14 juillet à Nice. 11. Avec Angela Merkel, la chancelière allemande.

6	7
8	9
10	11





1. Rencontre avec Idriss Déby Itno, président du Tchad, à Nagoya (mai 2016). 2. Rencontre avec John Dramani Mahama, président du Ghana, dans le Bureau du Premier ministre (mai 2016). 3. Le Premier ministre Shinzo Abe a participé à une réunion du Conseil des ministres sur l'attentat terroriste du Bangladesh, dans le Bureau du Premier ministre. Il s'est recueilli en silence à la mémoire des victimes au nombre desquels figurent sept Japonais (juillet 2016). 4. Le Premier ministre Shinzo Abe lors de la cérémonie à la mémoire des disparus qui a marqué le 71^e anniversaire de la fin de la bataille d'Okinawa, dans le département d'Okinawa (juin 2016). 5. Le Premier ministre Shinzo Abe, dans le Bureau du Premier ministre, lors de la remise d'un certificat d'appréciation à Tsuneo et Toshiko Kono, en reconnaissance de leur don – 400 millions de yens (3,8 millions USD) – au Fonds de soutien à l'avenir des enfants (Fund to Support Children's Future), dont le but est d'éradiquer la pauvreté infantile (juillet 2016).

1	2
	3
4	5



Les discours du Premier ministre

Remarques sur l'attentat de Nice formulées le 15 juillet 2016 à Oulan-Bator, Mongolie



Le Premier ministre Shinzo Abe (à gauche) lors d'une conférence de presse commune entre le Japon et l'UE, aux côtés du président du Conseil européen Donald Tusk (au centre) et du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker (à droite).

À Nice, un cruel attentat, qui semble avoir été un acte de terrorisme, a fait un grand nombre de victimes. Je prie pour le repos des âmes des personnes qui ont perdu la vie et exprime ma compassion à toutes celles qui ont été blessées, ainsi qu'aux familles des victimes. Le Japon et la France partagent les mêmes valeurs universelles. Nous sommes entièrement solidaires de la France à l'heure où elle traverse ces difficultés. Le peuple japonais se tient aux côtés du peuple français. Les actes terroristes méprisables qui frappent des innocents sont absolument impardonnables. Je les condamne fermement. Lors de la réunion du Dialogue Asie-Europe (ASEM) qui vient de se tenir, les nations d'Asie et d'Europe ont exprimé avec force leur indignation et leur volonté de coopérer en vue d'éradiquer le terrorisme. Le Japon va continuer de s'engager résolument, de concert avec la communauté internationale, dans le combat contre les actes terroristes méprisables et il n'épargnera aucun effort pour mettre fin au terrorisme.

Aujourd'hui, à l'ouverture de la cérémonie célébrée au Mémorial de la paix de Hiroshima à l'occasion du 71^e anniversaire du bombardement atomique, c'est avec la plus grande révérence que j'adresse mes sincères condoléances aux âmes des très nombreuses victimes.

J'exprime aussi ma profonde compassion aux personnes qui souffrent encore aujourd'hui des effets du bombardement.

Par un beau matin ensoleillé, il y a 71 ans, le largage d'une unique bombe atomique a privé de leur précieuse vie un nombre de personnes estimé à bien plus de 100 000 et réduit en un instant Hiroshima en cendres. La dévastation a été d'une telle ampleur qu'elle a infligé une insupportable épreuve même à ceux qui ont échappé de justesse à la mort.

Toutefois, la reconstruction de Hiroshima, menée à bien grâce aux efforts infatigables de ses habitants, a transformé la ville et en a fait un haut lieu de paix et de culture sur la scène internationale.

Au mois de mai dernier, le président Obama a été le premier président en exercice des États-Unis à se rendre à Hiroshima. Le président du seul pays qui ait fait usage de l'arme nucléaire a vu de ses yeux les résultats des bombardements atomiques et, en présence de personnes ayant survécu

au bombardement, il a lancé un appel pour la mise en place d'un monde sans armes nucléaires et prié instamment les pays détenteurs d'armes nucléaires d'avoir le courage d'œuvrer pour l'avènement d'un tel monde.

Je suis convaincu que cet événement, de même que la déclaration de Hiroshima des ministres des Affaires étrangères du G7, a rempli d'espoir les habitants de Hiroshima et de Nagasaki ainsi que tous ceux qui, au Japon et dans le monde entier, n'ont jamais renoncé à leur espérance en « un



monde sans armes nucléaires ».

Les expériences désastreuses qui ont eu lieu il y a 71 ans à Hiroshima et Nagasaki ne doivent jamais se répéter.

Il nous incombe, à nous qui vivons aujourd'hui, de persister dans nos efforts à cette fin. Le Japon, seul pays à avoir connu l'horreur de la dévastation nucléaire due à la guerre, insistera sur l'importance que revêtent le maintien et le renforcement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), tout en



s'en tenant fermement aux « trois principes non nucléaires ». Le Japon va persister dans ses divers efforts en vue de promouvoir la mise en place d'« un monde sans armes nucléaires », en recherchant la coopération de tous les pays, qu'ils soient dotés ou non de l'arme nucléaire, et en mettant les dirigeants du monde et la jeunesse en contact direct avec la réalité tragique des bombardements atomiques.

En cette année où nous allons faire un nouveau pas en avant, je prends une fois de plus l'engagement, ici à Hiroshima, que le Japon n'épargnera aucun effort en vue de l'avènement éternel de la paix dans le monde.

Le Japon a renforcé son dispositif global d'assistance et les services sanitaires, médicaux et sociaux qui lui sont associés, en s'appuyant sur la Loi sur l'assistance aux survivants de la bombe atomique. Nous poursuivrons assidûment la promotion des mesures d'assistance en continuant d'accorder la considération adéquate aux conditions de vie des survivants de la bombe atomique, à mesure qu'ils avancent en âge. Nous travaillons notamment à la mise en place de tests permettant d'identifier le plus vite possible les maladies dues à la bombe atomique, de façon à pouvoir en communiquer les résultats dans les plus brefs délais.

Pour conclure, je prie de tout mon cœur pour le repos des âmes des victimes de la bombe atomique tombées ici à Hiroshima, où les gens continuent de prier pour la paix éternelle. Je présente aussi mes vœux les plus chaleureux aux familles endeuillées et aux survivants de la bombe atomique et prie sincèrement pour la paix intérieure de toutes les personnes ici présentes et des habitants de Hiroshima.

Des Japonais au service des populations du monde

Un « riz miracle » pour combattre la pauvreté en Afrique

Grâce au « riz miracle » Nerica (New Rice for Africa), l'Afrique est en train d'affronter le problème de la pauvreté. Dans beaucoup de pays africains, cette céréale à haute valeur nutritive est une denrée de luxe réservée aux grandes occasions et une source de revenu appréciable pour les agriculteurs. L'agronome japonais Tatsushi Tsuboi, surnommé « M. Nerica », s'efforce de diffuser la riziculture depuis quelque vingt ans. Il applique toujours rigoureusement la même méthode, c'est-à-dire se rendre sur le terrain pour prodiguer des conseils. À ce jour, il a formé plus de 50 000 cultivateurs sur place.

Tatsushi Tsuboi a commencé à travailler pour l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en tant que spécialiste agricole en 1981. Depuis, il a consacré son temps à offrir des conseils sur la riziculture aux agriculteurs de différents pays dont l'Indonésie, les Philippines et la Côte d'Ivoire. En 1992, il a appris l'existence des variétés de riz Nerica développées par l'agronome sierra-léonais Monty Jones dans le cadre de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO). M. Jones lui a présenté cet hybride qui combine les avantages du riz africain, résistant aux insectes et à la sécheresse, et du riz asiatique à haut rendement. Le Nerica peut être récolté deux fois par an dans les conditions climatiques locales. « Le riz Nerica pousse même dans les zones de plaines humides impropres aux autres cultures et on peut aussi le cultiver dans les espaces entre les cultures, par exemple de café et de bananes. Après avoir utilisé cette souche de riz de façon expérimentale dans plusieurs endroits, j'ai acquis la certitude qu'elle pouvait aider à résoudre les problèmes posés par la pauvreté en Afrique. Et j'ai pris la résolution de me consacrer à la diffusion des techniques pour la cultiver », précise Tatsushi Tsuboi.

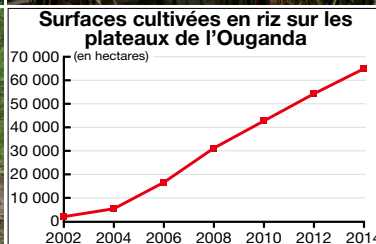
Quand le gouvernement japonais a décidé d'envoyer un expert chargé de promouvoir la culture du Nerica en Ouganda, en 2004, il a confié cette tâche à Tatsushi Tsuboi, spécialiste de la JICA pour l'implantation du Nerica. Diverses études avaient en effet montré que l'Ouganda était le pays d'Afrique le mieux

adapté à la culture de ce « riz miracle », à cause du climat et de l'environnement relativement sec de ses plateaux. L'idée était de débiter par une initiative couronnée de succès, à ériger en exemple.

Tatsushi Tsuboi a créé une section de recherche sur la riziculture chargée d'étudier le Nerica à l'Institut national de recherche sur les ressources cultivées (NaCRRI), en Ouganda. Cette structure a servi de base à des activités de conseil globales allant des semailles et du soin des plants jusqu'à la récolte du riz. Pour encourager la culture du Nerica, l'agronome japonais a mis au point un système original qui consiste à offrir à chaque agriculteur participant à ses sessions de formation un kilo de semences, c'est-à-dire la quantité suffisante pour obtenir au moins cinquante kilos de riz non décortiqué. En retour, chaque cultivateur est tenu de prélever deux kilos de graines sur sa récolte, qu'il doit donner à des petits exploitants du voisinage. Du fait qu'ils cultivent eux-mêmes le riz, les agriculteurs améliorent leurs compétences techniques et les surfaces consacrées à la riziculture sont de plus en plus étendues.

Le nombre des Ougandais ayant adopté le Nerica augmente de façon régulière. Dix ans après l'arrivée de Tatsushi Tsuboi, la superficie cultivée en riz de la région des plateaux était passée de 5 500 à 65 000 hectares. Les agriculteurs ont confié à l'agronome japonais que les revenus qu'ils tiraient de la vente du riz leur permettaient, entre autres, d'envoyer leurs enfants au lycée ou d'acquérir des téléphones portables.

Tatsushi Tsuboi considère l'avenir de l'Afrique avec optimisme en raison des perspectives offertes par le Nerica. « En l'espace de 13 ans, j'ai formé plus de 2 000 chercheurs et conseillers agricoles africains. J'ai l'intention de poursuivre mes activités jusqu'au jour où la culture du riz Nerica se sera répandue dans toute l'Afrique et où le problème de la pauvreté sera résolu », explique-t-il. L'agronome japonais continue donc à travailler inlassablement sous le soleil de l'Afrique pour diffuser les techniques de la culture du riz.



1	
2	3
4	5

1 & 2. Tatsushi Tsuboi conseille des agriculteurs ougandais. Il assure en outre la formation de conseillers agricoles et de chercheurs à partir de la station expérimentale de culture du riz Nerica qui sert de base à ses activités en Ouganda. Il a ainsi formé plus de 2 000 spécialistes dans divers pays d'Afrique. 3. M. Tsuboi effectue une étude dans la station expérimentale. Nerica 4 est la plus cultivée des 18 variétés de riz Nerica développées à ce jour. 4. Pendant les séances de formation, Tatsushi Tsuboi donne des instructions détaillées aux agriculteurs notamment à propos de la profondeur optimale de plantation des semences et de la distance à respecter entre les plants de riz. L'application de techniques de culture appropriées multiplie les rendements de façon significative. 5. Quand M. Tsuboi est arrivé sur place en 2004, il y avait seulement 5 500 hectares de terres cultivées en riz Nerica sur les plateaux de l'Ouganda. Mais depuis, la culture de ce « riz miracle » a progressé de façon rapide et régulière si bien qu'en 2014, elle couvrait une superficie de 65 000 hectares.

Tatsushi Tsuboi

M. Tsuboi a rejoint les Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) quand il avait une vingtaine d'années. Il a mené des activités en faveur de la riziculture aux Philippines et depuis lors, il a été impliqué dans des opérations similaires en Asie et en Afrique pendant plus de 35 ans. En 2004, il a été envoyé en Ouganda pour diriger un programme de diffusion du riz Nerica. Et il continue à prodiguer ses conseils sur la culture du riz en voyageant à travers l'Afrique.



Développer « l'agriculture en tant qu'entreprise » au Kenya

L'agriculture est la colonne vertébrale de l'économie du Kenya. 65 % des recettes en devises étrangères du pays proviennent en effet de ce secteur d'activité qui emploie environ 80 % de la population. Mais l'échelle des opérations reste modeste. 75 % des récoltes mises sur le marché proviennent de petites exploitations familiales. Il y a une dizaine d'années, les agriculteurs n'avaient pas d'autre choix que de vendre leurs produits à des intermédiaires fixant les prix comme bon leur semblait, ce qui ne leur assurait que de maigres rentrées d'argent. Depuis 2006, le Japon coopère avec le Kenya pour mettre en œuvre un Projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles (SHEP) avec l'objectif d'augmenter les revenus des cultivateurs.

Arisa Kikuchi est une employée de la JICA directement impliquée dans la réalisation du projet SHEP au Kenya. L'ambition du SHEP est de donner aux petits exploitants locaux les moyens de transformer leur activité en « agriculture en tant qu'entreprise ». Une des pièces maîtresses de ce programme consiste à organiser des réunions mettant les agriculteurs en contact avec des acteurs du secteur de l'industrie horticole. Grâce à ces rencontres, les petits exploitants sont en mesure de comprendre les besoins des acteurs du marché et d'étendre le réseau de leurs contacts. Ils peuvent aussi trouver des acheteurs adéquats pour leurs produits et se procurer des semences et des engrais à des prix plus intéressants par le biais d'achats groupés.

La seconde pièce maîtresse du projet SHEP, c'est de faire réaliser les études de marché sur la rentabilité des cultures par des groupes d'agriculteurs. Quand les petits exploitants sont au courant de l'état de la demande, ils peuvent mieux choisir ce qu'ils cultiveront la saison suivante. D'après Arisa Kikuchi, « dans les autres projets, on confie en général les études de marché à des experts conseils alors que le programme SHEP insiste pour que ce soient les agriculteurs eux-mêmes qui les fassent. Ceux-ci ont besoin d'une aide approfondie qui est au cœur de l'assistance technique japonaise et joue un rôle essentiel dans l'enracinement et la durabilité de l'approche du SHEP. »

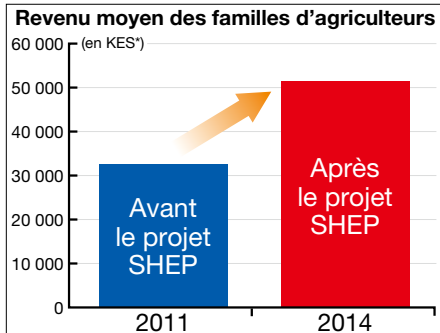
Le projet SHEP comporte aussi une formation sur les questions de genre, un autre moyen efficace d'augmenter les revenus des petits exploitants. Dans beaucoup de familles d'agriculteurs du Kenya, les hommes décident souvent seuls en matière de plantations et d'achats. Les couples qui en parlent et prennent une décision commune sont relativement rares. « Après les sessions de formation sur les questions de genre, les discussions entre conjoints sont plus fréquentes. Les hommes semblent davantage disposés à prendre part aux tâches considérées jusque-là comme essentiellement féminines et à consulter leur femme au moment d'acheter du matériel. Quand un ménage fait l'acquisition d'une citerne à la demande de l'épouse, celle-ci est libérée du fardeau consistant à puiser de l'eau. Elle peut consacrer le temps gagné à l'agriculture et, ce faisant, accroître les revenus du foyer », ajoute Arisa Kikuchi.

La mise en œuvre du projet SHEP s'est soldée par des progrès réguliers. Entre 2011 et 2014, le revenu réel horticole des familles d'agriculteurs impliquées a augmenté de 58 %. Leur niveau de vie s'est amélioré et elles ont pu, entre autres, envoyer leurs enfants dans un collège privé ou utiliser leurs gains pour se lancer dans une nouvelle activité. Le gouvernement kényan a reconnu que le programme SHEP a permis d'accroître les revenus des agriculteurs et entre 2010 et 2015, le SHEP a été appliqué dans 33 des 47 comtés du pays.

D'ici 2050, la population de l'Afrique devrait doubler pour atteindre le chiffre de 2,4 milliards d'individus. Quand elle évoque l'avenir du continent africain, Arisa Kikuchi est très résolue. « Le développement d'une industrie manufacturière joue un rôle important dans la création d'emplois et la croissance économique. Mais pour beaucoup de pays africains, l'agriculture reste un secteur clé pourvoyeur du plus grand nombre d'emplois. Je souhaite m'investir dans des activités en faveur des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles – autrement dit d'une grande partie de la population de l'Afrique –, en contribuant à la mise en place d'une "agriculture en tant qu'entreprise". »



1. Arisa Kikuchi s'occupe d'une formation dont l'objectif est de diffuser l'approche du projet SHEP dans différents pays d'Afrique. Elle travaille en collaboration avec des fonctionnaires du gouvernement kényan et des spécialistes de la JICA, tous membres du SHEP. 2. Un marché du Kenya : grâce au SHEP, les agriculteurs sont en contact direct avec le marché et ils peuvent choisir des acheteurs proposant des prix intéressants au lieu d'être obligés de passer par des intermédiaires. 3. Pendant les séances de formation sur les questions de genre, destinées aux couples d'agriculteurs, les deux époux sont invités à dresser par écrit la liste de leurs dépenses et de leurs tâches quotidiennes pour clarifier la situation. L'attitude des maris a, semble-t-il, tendance à changer lorsqu'ils se concentrent sur l'objectif commun du couple : augmenter ses revenus. 4. Entre 2011 et 2014, le revenu réel horticole par agriculteur a augmenté de 58 %.



	1
2	3
4	

Source : données tirées d'interviews d'agriculteurs et de conseillers agricoles réalisées par des membres du SHEP

Notes : les chiffres ont été corrigés en fonction de la variation des prix à la consommation.

*KES = shilling kényan

10 000 KES = environ 120 USD en mars 2014.

Arisa Kikuchi

Titulaire d'un diplôme d'agriculture de troisième cycle. En étudiant les relations entre les agriculteurs et les marchés, Arisa Kikuchi a eu envie de s'impliquer dans des activités de coopération internationale liées à l'agriculture. En 2009, elle est entrée à la JICA où elle a commencé par travailler dans le secteur du développement agricole et rural en Asie du Sud. De 2014 à 2016, elle a séjourné au Kenya où elle a travaillé en tant que spécialiste chargée de la promotion du projet SHEP.



Technologies de pointe

KOKO Plus et les progrès de l'état nutritionnel des nourrissons du Ghana

Les cas de malnutrition chez les nourrissons sont fréquents dans les régions où l'apport en protéines repose sur des céréales. Au Ghana, le sevrage des bébés se fait traditionnellement avec le « koko », une bouillie de maïs fermenté sucrée qui ne contient pas forcément les éléments nutritifs indispensables au moment de l'arrêt de l'alimentation lactée. Il arrive ainsi que les nourrissons manquent d'un acide aminé essentiel appelé lysine, une carence qui peut se traduire par un retard de croissance. « La période de mille jours qui va de la conception au second anniversaire de l'enfant est cruciale et un retard de croissance dû à la malnutrition est très difficile à rattraper par la suite », explique Yasuhiko Toride, directeur principal du département de planification de la recherche-développement (R&D) d'Ajinomoto.

En 1909, Ajinomoto a mis sur le marché un exhausteur de goût *umami* élaboré à partir d'acide glutamique et depuis, son expertise en matière d'acides aminés n'a fait que croître. Des tests d'évaluation nutritionnelle commencés en 1995 ont confirmé que la lysine a un effet positif sur la santé. La firme japonaise produit cet acide aminé depuis cinquante ans, mais elle a encore fait des progrès dans ce domaine ces dernières années grâce à une méthode de fermentation basée sur la biotechnologie.

En 2009, l'une des initiatives lancées par Ajinomoto pour fêter le centenaire de sa fondation était le Projet pour l'amélioration de la nutrition au Ghana (GNIP). Ce programme, dirigé par Yasuhiko Toride, a pour ambition d'utiliser les vastes connaissances d'Ajinomoto en matière de produits alimentaires et d'acides aminés pour contribuer à résoudre les problèmes des pays en développement. Il a notamment abouti à la mise au point de KOKO Plus, un complément alimentaire qui s'ajoute en cours de cuisson à la bouillie traditionnelle « koko ». KOKO Plus se compose pour l'essentiel de haricots de soja cultivés sur place ainsi que d'un acide aminé, la lysine,

et de micronutriments sous forme de vitamines et de minéraux. Il contient aussi de l'huile de palme et du sucre destinés à parfaire son goût.

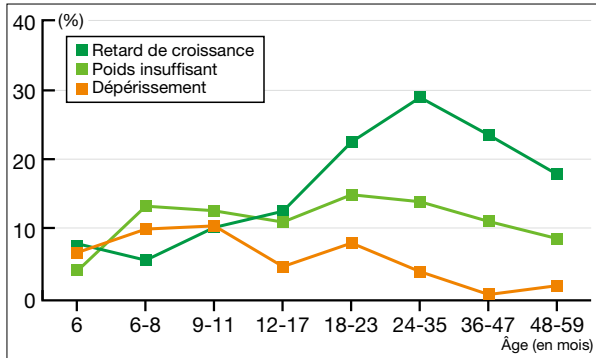
Le projet GNIP, qui s'inscrit dans le cadre de l'entrepreneuriat social d'Ajinomoto, est destiné à devenir une activité durable en Afrique grâce à une collaboration avec le gouvernement, les milieux universitaires et le secteur privé.

« Le goût est un facteur important dont il faut tenir compte si l'on veut être sûr que les enfants continuent à manger notre produit. Nous l'avons donc élaboré en fonction des exigences locales, en collaborant avec le département de la nutrition et des sciences des aliments de l'Université du Ghana », explique Yasuhiko Toride. La production se fait en partenariat avec une entreprise agroalimentaire locale. Pour la distribution, Ajinomoto s'est associé à une ONG impliquée dans un programme en faveur de l'autonomie des femmes pour mettre en place un système constitué de représentantes chargées de vendre directement le produit tout en sensibilisant le public. D'après Yasuhiko Toride, tout ceci a largement contribué à faire grimper la demande. Le gouvernement du Ghana s'est également investi dans le projet en mettant l'accent sur l'éducation nutritionnelle.

À partir de 2013, une étude sur les bénéfices nutritionnels de KOKO Plus a été menée auprès de neuf cents nourrissons sur une période de trois ans. Les résultats ont montré que ce complément alimentaire pouvait s'avérer efficace contre les retards de croissance et l'anémie.

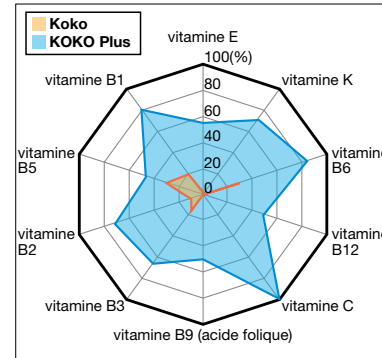
Yasuhiko Toride est enthousiaste. « Je voudrais que cette initiative en faveur de l'amélioration de la nutrition s'impose rapidement comme un modèle d'entrepreneuriat durable et qu'elle s'étende aux pays voisins du Ghana. J'espère aussi que, forts de la réussite de notre complément pour aliments de sevrage, nous nous lancerons dans un projet d'amélioration de la nutrition des mères. »

Malnutrition et retard de croissance chez les nourrissons



La malnutrition est une cause de croissance insuffisante chez les nourrissons sevrés à partir de six mois, 10 à 15 % de la tranche d'âge de 6 à 11 mois accusant un poids insuffisant. Et 30 à 40 % des enfants de 2 à 3 ans sont victimes d'un retard de croissance. Source : Services de santé du Ghana

Amélioration de l'équilibre nutritionnel due à KOKO Plus



Composition nutritionnelle de la bouillie « koko » avec et sans complément alimentaire KOKO Plus. Calculs établis d'après les pourcentages recommandés par l'Organisation mondiale de la santé pour l'alimentation des nourrissons.



1	2
3	4

1. Etude approfondie des besoins locaux. 2. Processus de fabrication en partenariat avec une entreprise locale. 3. Sensibilisation des mères de nourrissons. 4. Réseau de vente constitué de représentantes locales. Les conseils de mères ayant constaté les bienfaits de KOKO Plus sont très efficaces.



5 | 6

5. L'emballage de KOKO Plus. 6. Yasuhiko Toride, titulaire d'un doctorat de chimie agricole, est directeur principal du département de planification de la R&D d'Ajinomoto. Il était également responsable du Projet pour l'amélioration de la nutrition au Ghana.

Les amis du Japon



Mansour Diagne

Né au Sénégal. Diplômé d'économie agricole et d'agro-industrie de l'Université de Jordanie. Depuis son arrivée au Japon en 1992, il a amélioré ses compétences linguistiques en japonais grâce au cinéma, à la littérature et aux mangas, au point de réussir l'examen de niveau 1 du test d'aptitude en japonais (JLPT). Mansour Diagne exerce ses activités dans de multiples secteurs, y compris l'enseignement des langues et l'interprétariat de liaison. C'est un homme très pris à la fois par son travail et ses enfants. Il adore la série de films intitulée *Otoko wa tsurai yo* (C'est dur d'être un homme) qui raconte les voyages d'un colporteur doublé d'un vagabond au milieu de gens simples et au grand cœur.

Amener l'électricité dans toute l'Afrique

Quand il était enfant, Mansour Diagne aimait regarder des dessins animés et lire des mangas japonais. Il a toujours adoré l'Archipel et eu envie de s'y rendre. Son rêve s'est réalisé lorsqu'il a rejoint son oncle en poste à l'ambassade du Sénégal à Tokyo. M. Diagne parle couramment le français, l'arabe et l'anglais. Il a enseigné dans des écoles de langues et participe régulièrement à des émissions télévisées japonaises. Ses activités diverses et variées l'ont rendu encore plus amoureux de l'Archipel et de ses habitants. « Les Japonais ont du respect pour les autres et ils tiennent compte des sentiments d'autrui. Pour moi, c'est le peuple le plus accompli du monde. J'essaie de suivre son exemple. Certains – non Japonais – m'ont dit “Tu es un samurai noir” », dit-il en riant.

En 2013, Mansour Diagne a travaillé en tant qu'interprète pour une exposition sur l'énergie solaire organisée au Japon. À cette occasion, il a trouvé un emploi dans une filiale de Koyo Corporation, une entreprise spécialisée dans la production d'énergie renouvelable, en particulier solaire. Koyo Corporation, qui souhaitait déjà contribuer au développement du monde par le biais de ses activités, a commencé à s'intéresser à l'Afrique en embauchant Mansour Diagne. C'est ainsi qu'a débuté un projet d'amélioration des infrastructures électriques de l'Afrique visant à amener l'électricité dans l'ensemble de ce continent où le taux d'électrification moyen est d'à peine 30 %. M. Diagne est activement impliqué dans ce programme. « En tant qu'Africain, je trouve absolument formidable l'idée d'utiliser le gaz naturel de différents endroits de l'Afrique pour une production et une consommation locales, de façon à alimenter en électricité la

totalité du continent. À l'origine, c'est Norio Shoji, président-directeur général de notre entreprise, qui a eu l'idée de ce plan avec lequel je suis totalement d'accord. » Pour que ce projet se réalise, M. Diagne met à profit ses contacts sur place tout en assumant le rôle non seulement de guide, en raison de sa familiarité avec l'environnement local, mais aussi d'organisateur.

Quand Mansour Diagne pense à sa vie au Japon, son visage prend une expression chaleureuse. « J'ai dû travailler dur pour tout, mais j'ai toujours tenu le coup et réussi à gagner correctement ma vie. Et je n'ai jamais été victime de la moindre discrimination raciale. » Il espère qu'à l'avenir, le Japon et l'Afrique seront de plus en plus proches et il attend beaucoup de l'Initiative ABE (African Business Educative Initiative for Youth) qui doit permettre à de jeunes Africains de passer des diplômes dans des universités japonaises et d'effectuer des stages dans des entreprises de l'Archipel. Pendant l'été 2016, Koyo Corporation a pour sa part accueilli cinq stagiaires originaires du Burundi, de Mauritanie, du Mozambique, du Nigeria et de Tanzanie. « Les Africains ont beaucoup à apprendre du Japon. Non seulement en matière de technologies de pointe, mais aussi de compétences de gestion et de ponctualité sans faille. Si les Africains arrivent à acquérir ces qualités, chaque pays d'Afrique s'en trouvera nettement renforcé et il verra sa croissance faire de considérables progrès. » Mansour Diagne imagine qu'un jour tous les États de l'Afrique réussiront à se développer pleinement et il a l'intention de ne s'épargner aucun effort dans son rôle de guide pour contribuer à ce que son rêve devienne réalité.

L'Initiative ABE

L'Initiative éducative dans le secteur des affaires pour les jeunes Africains, appelée aussi « Initiative ABE » a été proposée en 2013 par le Premier ministre Shinzo Abe au cours de la conférence TICAD V. Elle doit permettre à mille jeunes Africains des deux sexes de passer un master et d'effectuer des stages en entreprise au Japon. À ce jour, 473 Africains originaires de 33 pays en ont bénéficié.

Des participants au programme de master et de stages de l'Initiative ABE, lors d'une réception de bienvenue, en 2014. (Photo : Shinichi Kuno/JICA)





Mohamed Omer Abdin

Né en 1978 à Khartoum, la capitale du Soudan. Malvoyant de naissance, M. Abdin est devenu aveugle à l'âge de douze ans. À dix-neuf ans, alors qu'il faisait ses études à la faculté de droit de l'Université de Khartoum, il s'est rendu au Japon pour étudier le braille, l'acupuncture et la moxibustion à l'École départementale pour les aveugles de Fukui. Il est ensuite entré à l'Université de Tokyo des études étrangères où il a obtenu un doctorat sur la paix et la résolution des conflits. Il enseigne actuellement dans ce même établissement, en tant que maître de conférences.

Amoureux du Japon sans l'avoir jamais vu

Mohamed Omer Abdin est maître de conférences spécialement nommé à l'Université de Tokyo des études étrangères (TUFS). En 1998, il a quitté le Soudan pour le Japon où il a étudié l'acupuncture et la moxibustion dans une école pour les personnes atteintes de déficience visuelle proposant des cours dans ce domaine aux étudiants internationaux. M. Abdin est en effet aveugle.

« À l'époque, la guerre civile était en train de s'intensifier au Soudan et l'université que je fréquentais a fermé ses portes », se souvient-il. « J'ai pensé qu'aller au Japon, un pays développé de tout premier plan dans le domaine de l'industrie manufacturière, serait un moyen de sortir de la situation inextricable où je me trouvais. »

Une fois sa formation sur l'acupuncture et la moxibustion achevée, M. Abdin a étudié le traitement de l'information à l'Université technique de Tsukuba qui accueille des étudiants présentant des handicaps visuel et auditif.

« J'ai appris à utiliser les lecteurs d'écran et accédé ainsi à un éventail de données beaucoup plus étendu. Je me suis dit qu'en restant au Japon, je pourrais encore élargir le champ de mes études. »

Prêt à tout apprendre, depuis la politique jusqu'à la littérature, M. Abdin s'est inscrit à la TUFS, où il a déjà passé plus de dix ans. Bien que la langue et l'environnement de l'Archipel soient très différents de ceux du Soudan, il n'a jamais envisagé d'abandonner et de retourner dans son pays.

« J'ai eu beaucoup de chance avec les familles qui m'ont accueilli et les amis que je me suis faits au Japon. Je ne me suis jamais senti seul. Je ne vois pas les gens mais je peux sentir à quel point ils sont chaleureux, par exemple à travers la douceur et la délicatesse du dialecte de Fukui. Ce pays m'a plus que tout donné un endroit pour étudier et vivre en m'ouvrant de nouvelles perspectives. »

Au Japon, Mohamed Omer Abdin a relevé de nouveaux défis. Il a ainsi enseigné à l'université en mettant ses connaissances à contribution. À l'heure actuelle, il donne des cours sur la politique africaine et des sujets connexes à la TUFS. Il considère que son expérience en tant que natif d'une région en proie à des affrontements lui est très utile pour parler de résolution des conflits à des étudiants de l'Archipel.

« La guerre civile du Soudan n'est pas sans lien avec ce qui se passe au Japon. Le fait que des jeunes Japonais s'y intéressent ne peut qu'avoir une influence bénéfique sur notre avenir commun. Dans mes cours, je m'efforce de convaincre les étudiants que l'Afrique est proche du Japon même si elle est éloignée du point de vue géographique. Je suis ravi qu'ils me posent des questions auxquelles je ne peux pas répondre, parce que cela prouve qu'ils ont vraiment réfléchi sur le sujet. »

Mohamed Omer Abdin est marié à une femme originaire, comme lui, du Soudan. Ils ont trois enfants. « La soupe au *miso* de mon épouse est délicieuse, mais j'ai été surpris le jour où elle l'a servie avec du pain », dit-il en riant. Mme Abdin n'en a pas moins appris à confectionner toute une gamme de plats japonais depuis le poisson grillé jusqu'au *obitasbi*, une salade de légumes marinés dans une sauce légère.

Du fait qu'il vit dans l'Archipel avec sa famille, M. Abdin a le sentiment d'être intimement lié à la société japonaise. « Le Japon, ce pays qui m'a donné tant d'occasions de m'épanouir, est à présent confronté à des problèmes sociaux qui lui sont propres. J'aimerais l'aider à les résoudre, dans la mesure de mes faibles moyens. Je voudrais aussi contribuer à la création d'une société où les handicapés pourront donner le meilleur d'eux-mêmes. »

Quand Mohamed Omer Abdin songe au rôle qu'il pourrait être appelé à jouer au Japon dans l'avenir, son visage s'illumine.



Goodfriday Yamungo Chikwezga

Né au Malawi, dans le district de Karonga. M. Chikwezga s'est intéressé au secteur de l'environnement après avoir travaillé avec des volontaires de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) impliqués dans le développement d'un centre de recherche en biologie moléculaire au Chancellor College de l'Université du Malawi (UNIMA), à Zomba. Impressionné par l'expertise technique japonaise, il a intégré le programme de l'Initiative ABE. Il prépare actuellement un master à l'École supérieure des sciences de la vie et de l'environnement de l'Université de Tsukuba.

Pour une utilisation durable des ressources du Malawi en partenariat avec le Japon

« Le Malawi a besoin de mettre en place un système d'exploitation durable de ses ressources naturelles qui, à l'instar de son environnement, sont soumises à de fortes pressions en raison notamment de la croissance démographique du pays », explique Goodfriday Yamungo Chikwezga, étudiant en master à l'École supérieure des sciences de la vie et de l'environnement de l'Université de Tsukuba. M. Chikwezga – formateur d'enseignants à l'École normale Domasi (Domasi College of Education) de Zomba, dans le sud du Malawi – est arrivé au Japon en 2015, dans le cadre de l'Initiative ABE parrainée par le gouvernement du Japon. Grâce à ce programme, il va pouvoir obtenir un diplôme de troisième cycle en sciences de l'environnement tout en acquérant des compétences en matière de gestion et de marketing par le biais de stages dans des firmes japonaises et de séminaires d'entreprise.

Goodfriday Yamungo Chikwezga a pris part à l'Initiative ABE parce qu'il souhaite « aider le Malawi à s'engager davantage dans le développement durable ». Son pays bénéficie déjà d'une aide au développement prodiguée par divers pays étrangers, en particulier le Japon par le biais de la JICA. Mais M. Chikwezga est persuadé que le Malawi doit assumer par lui-même la gestion du problème du développement durable. Et il a l'intention de mettre en pratique le savoir et l'expérience qu'il est en train d'acquérir au Japon au sein du Programme national de sciences et de mathématiques de l'enseignement secondaire du Malawi, afin de donner à sa patrie les moyens d'utiliser pleinement ses ressources humaines.

Le développement durable est un enjeu vital pour améliorer les moyens d'existence des Malawiens qui, dans bien des cas, reposent essentiellement sur l'agriculture et la pêche. M. Chikwezga est appelé à jouer un rôle capital à cet égard en aidant le gouvernement du Malawi à trouver de nouvelles techniques susceptibles d'aider ceux qui tirent leur subsistance de la terre et de l'eau à obtenir de meilleurs résultats, tout en faisant un usage durable de ces ressources.

Dans le cadre de ses études, Goodfriday Yamungo Chikwezga travaille avec des chercheurs japonais de l'Université de Tsukuba sur le contrôle du phytoplancton dans les écosystèmes des eaux douces. Les méthodes qu'ils utilisent vont aboutir à un nouvel outil qui permettra d'évaluer l'écosystème du lac Malawi bien mieux qu'avec les mesures standard. D'après M. Chikwezga, « grâce aux méthodes que je suis en train d'apprendre, nous pourrions contrôler directement l'impact des facteurs externes et donner des directives précises sur le moment où les mesures de mitigation s'imposent. »

Goodfriday Yamungo Chikwezga étudie par ailleurs les techniques agricoles mises en œuvre par le Japon pour améliorer l'irrigation, la production et la transformation. Au mois de septembre, il se rendra dans le département d'Okinawa pour observer les méthodes des secteurs agricole et agro-alimentaire. Il a aussi effectué un stage dans une entreprise qui fabrique des rubans anti-ravageurs. M. Chikwezga reconnaît qu'au début, il ne savait pas grand-chose des techniques et des équipements en usage dans les laboratoires et les entreprises de l'Archipel. Mais il souligne que ses collègues japonais lui ont toujours prodigué leur aide. « Si je devais choisir un seul mot pour qualifier le Japon et ses habitants, ce serait "amical" », précise-t-il en souriant.

En dehors de sa formation technique et professionnelle, Goodfriday Yamungo Chikwezga s'efforce de créer un réseau dynamique de coopération entre le Japon et le Malawi. « Dorénavant je vais faire office de pont entre le partenariat que je suis en train de créer avec les universités et les entreprises du Japon, et les petits propriétaires, les entreprises et les instituts de recherche du Malawi. »

Le programme JET : une excellente façon d'apprendre à connaître le Japon

Partager de cœur à cœur, d'un continent à l'autre

Avant d'aller au Japon, j'étais actrice de théâtre dans ma ville natale, Le Cap, en Afrique du Sud. Je suis donc tout naturellement entrée en contact avec ce pays par le biais du cinéma. La première fois que j'ai vu un film japonais, c'est en 2006. Le scénario n'avait rien d'extraordinaire, mais j'ai été fascinée par l'un des acteurs et je me suis très vite passionnée pour le septième art japonais. Pour en savoir plus sur l'Archipel, je me suis inscrite à la Nihongokai, une école de langues du Cap où j'ai étudié le japonais et participé à des activités culturelles.

La culture du Japon diffère de celle de l'Afrique du Sud à bien des égards, mais elles ont toutes les deux en commun la particularité d'avoir une histoire culinaire remarquable. En compagnie de membres de la Nihongokai, je suis allée dans des restaurants japonais où j'ai dégusté des spécialités telles que les sushis. J'ai aussi préparé des mets japonais pour ma famille et mes amis, entre autres du *agedashi tofu*, un plat délicieux à base de tofu frit. Je suis arrivée au Japon en 2012, dans le cadre du Programme japonais d'échange et d'enseignement (JET). Depuis, j'ai eu l'occasion de goûter un grand nombre de mets de l'Archipel et de faire découvrir en retour les saveurs de mon pays à mon entourage, en particulier les *fish and chips* à la sud-africaine et le *peppermint crisp tart*, un gâteau à base de biscuits, de crème, de caramel et de chocolat aux éclats de menthe.

J'ai décidé de participer au programme JET pour découvrir le Japon par moi-même. Je viens de commencer ma cinquième et dernière année en tant que professeur assistant de langue (ALT) au lycée Nabari-Seiho dans le département de Mie. Un des côtés les plus intéressants de mon travail, c'est de comprendre comment les élèves voient le monde et de les aider à exprimer leurs idées en anglais de façon claire et concise.

Pour réaliser cet objectif, j'ai recours à une stratégie essentielle qui consiste à organiser des débats pendant les cours. Avant ce genre d'exercices, les élèves doivent envisager les thèmes proposés sous de multiples angles, ce qui implique non seulement qu'ils soient au courant de l'actualité mais aussi qu'ils cherchent des informations en anglais et en japonais dans des livres et sur Internet, de façon à connaître

Larissa Hughes

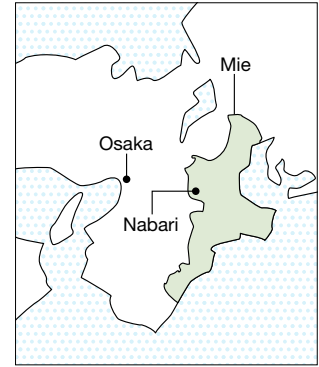
Née au Cap, en Afrique du Sud. Arrivée au Japon en 2012, en tant que participante du programme JET. A été auparavant actrice de théâtre et, à ce titre, a parcouru son pays en tous sens.



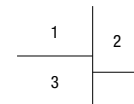
le point de vue des autres cultures. Je les encourage aussi à écrire et j'ai participé à la mise au point d'un programme leur permettant d'affûter leurs arguments à travers de multiples ébauches. Du coup, les enfants ont davantage confiance en eux, ils explicitent mieux leurs idées et ils ont une vision du monde plus ouverte. J'ai également constaté une nette amélioration de leurs qualités rédactionnelles et de leurs notes aux tests de compétences linguistiques.

Je profite de mes moments de liberté pour explorer à pied les superbes environs de la ville de Nabari. Quand je me balade dans un petit hameau, les habitants sont souvent surpris de me voir mais je savoure aussi les instants si particuliers où l'un d'eux sort de sa réserve et se met à dialoguer avec moi. C'est alors que j'apprécie vraiment la politesse des Japonais et la façon dont ils tiennent compte des sentiments de leur entourage.

Je souhaite partager ce que j'ai appris grâce au programme JET avec des gens non seulement d'Afrique du Sud mais aussi d'autres pays. J'ai été impressionnée par la façon dont les écoles japonaises s'occupent de leurs élèves et dont les professeurs nouent des liens très étroits avec ceux qui sont placés sous leur responsabilité. En Afrique du Sud, les chances d'accéder à l'éducation ne sont pas les mêmes pour tous en raison de problèmes d'ordre notamment économique. J'espère qu'un jour, je pourrai contribuer à mettre en place dans mon pays un système similaire à celui du Japon et à offrir à tous les enfants scolarisés un environnement éducatif sûr, qui leur apporte le soutien dont ils ont besoin.



Larissa Hughes corrige la prononciation d'étudiants de troisième année en train de lire un texte en anglais sur un programme de microcrédit.



1. Larissa Hughes prend la pose avec les élèves de l'une de ses classes de troisième année. Elle travaille en équipe avec une autre professeur assistante de langue ALT et une professeur d'anglais japonaise. 2. Larissa Hugues toute à la joie d'essayer un *yukata* pour la première fois de sa vie. 3. Larissa Hughes en discussion avec des élèves du club ESS qui se réunit chaque semaine pendant la pause-déjeuner.

Sites Internet

Sites officiels du gouvernement et de l'administration

Les sites mentionnés ci-dessous fournissent des informations sur plusieurs ministères et sur le tourisme en relation avec le contenu de la présente revue.

Premier ministre du Japon et Cabinet du Premier ministre



Bureau des relations publiques du Cabinet, Secrétariat du Cabinet

Informations en anglais sur la politique du gouvernement japonais, les discours et les déclarations du Premier ministre et les conférences de presse du Secrétaire général du Cabinet.

WEB <http://japan.kantei.go.jp>

f <https://www.facebook.com/Japan.PMO>

t https://twitter.com/JPN_PMO

Office national du tourisme japonais



Office national du tourisme japonais (JNTO)

Informations concernant le tourisme au Japon, avec des vidéos et des photos. En anglais et dans de nombreuses autres langues y compris l'allemand, le chinois, le coréen et le français.

WEB <http://www.tourisme-japon.fr/>

f <http://www.jnto.go.jp/eng/fb/index.html>

t https://twitter.com/Visit_Japan

Internet TV du gouvernement japonais

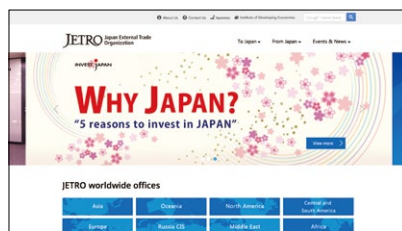


Bureau des relations publiques, Bureau du Cabinet

Vidéos du gouvernement japonais en particulier sur le Premier ministre, les conférences de presse du Secrétaire général du Cabinet et la famille impériale.

WEB <http://nettv.gov-online.go.jp/eng/>

Organisation japonaise du commerce extérieur



Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO)

Informations sur le JETRO, notamment sur les efforts de cet organisme pour aider les firmes japonaises à l'étranger, attirer les entreprises étrangères sur le marché japonais, soutenir la politique commerciale du Japon et mener des activités dans les pays en développement.

WEB <http://www.jetro.go.jp/en/>

Ministère des Affaires étrangères du Japon



Ministère des Affaires étrangères

Informations fournies par le ministère des Affaires étrangères du Japon, y compris les coordonnées des ambassades et des consulats du Japon dans le monde entier.

WEB <http://www.mofa.go.jp>

f <https://www.facebook.com/Mofa.Japan.en>

t https://twitter.com/MofaJapan_en

Programme JET (Japan Exchange and Teaching)



pp. 32-33

Centre japonais des collectivités locales (CLAIR)

Informations sur le programme JET (Japan Exchange and Teaching)

WEB <http://jetprogramme.org/en/>

f <https://www.facebook.com/pages/JET-Programme/219440938121634>

t <https://twitter.com/JETProgram>

Publications

Publications officielles du gouvernement et de l'administration

Le gouvernement et l'administration du Japon publient les revues suivantes.

Bureau du Cabinet



« Highlighting JAPAN » (Reflets du Japon)

Un mensuel qui présente les grandes lignes de la politique du gouvernement japonais aux autres pays.

<http://www.gov-online.go.jp/eng/publicity/book/hlj/index.html>



Mensuel

Ministère des Affaires étrangères



« niponica »

Une revue illustrée de superbes photographies qui donne envie de connaître le Japon d'aujourd'hui.

http://web-japan.org/niponica/index_fr.html



Trois numéros par an

Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie



« METI Journal »

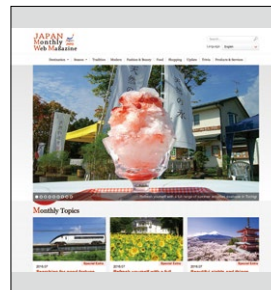
Ce journal bimensuel explique de façon claire et précise les mesures mises en œuvre par le ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (METI).

<http://www.meti.go.jp/english/publications/index.html>



Bimensuel

Office national du tourisme japonais



« Monthly Web Magazine »

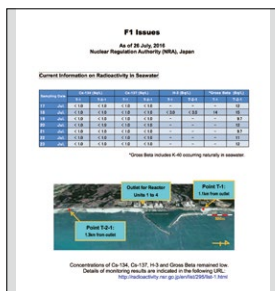
Chaque mois, cette revue en ligne du JNTO donne des informations sur trois thèmes. Elle est régulièrement mise à jour, au fil des saisons.

<http://japan-magazine.jnto.go.jp/en/>



Mensuel

Agence de régulation nucléaire



« F1 Issues Fukushima Daiichi NPS's Issues »

Ce bulletin publié par la NRA pratiquement chaque semaine donne des informations détaillées sur la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, entre autres la gestion de l'eau de mer depuis l'accident provoqué par le puissant séisme suivi d'un tsunami qui a ravagé le nord-est du Japon, en mars 2011.

<http://www.nsr.go.jp/english/>



Hebdomadaire

Ministère de la Défense



« Japan Defense Focus »

Une revue mensuelle consacrée aux activités du ministère de la Défense et des Forces d'auto-défense.

<http://www.mod.go.jp/e/jdf/index.html#sub01>



Mensuel

Pour nos *Tomodachi*
Automne 2016

Publié par



Gouvernement du Japon

Édition :

Bureau des Relations Publiques, Bureau du Cabinet
et
Service Communication Internationale, Secrétariat du Cabinet

1-6-1 Nagatacho, Chiyoda-ku, Tokyo
100-8914, Japon

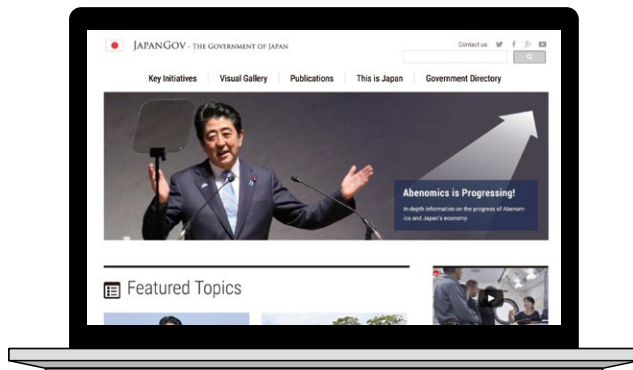
Nous serions ravis de connaître vos réactions.
Merci de bien vouloir nous faire part de vos commentaires.

https://www.kantei.go.jp/foreign/forms/comment_ssl.html

Liens vers les sites officiels de l'administration (en anglais)

Bureau du Cabinet <http://www.cao.go.jp/index-e.html>
Ministère de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche <http://www.maff.go.jp/e/>
Ministère de la Défense <http://www.mod.go.jp/e/>
Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie <http://www.meti.go.jp/english/>
Ministère de l'Education, de la Culture, des Sports, de la Science et de la Technologie <http://www.mext.go.jp/english/>
Ministère de l'Environnement <http://www.env.go.jp/en/>
Ministère des Finances <https://www.mof.go.jp/english/index.htm>
Ministère des Affaires étrangères <http://www.mofa.go.jp>
Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales <http://www.mhlw.go.jp/english/>
Ministère des Affaires intérieures et des Télécommunications <http://www.soumu.go.jp/english/index.html>
Ministère de la Justice <http://www.moj.go.jp/ENGLISH/index.html>
Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme <https://www.mlit.go.jp/en/>
Agence pour la Reconstruction <http://www.reconstruction.go.jp/english/>
Agence de régulation nucléaire <http://www.nsr.go.jp/english/>

Site web et application du Gouvernement du Japon



Site web JapanGov



Application JapanGov

 <http://www.japan.go.jp>
 www.facebook.com/JapanGov
 <https://twitter.com/JapanGov>
<https://twitter.com/Japan>
 JapanGov




Téléchargez l'application JapanGov sur les boutiques d'applications ci-dessous.

Disponible sur
App Store

Android App sur
Google Play

Amazon Kindle

Recherchez l'application en tapant « JapanGov ».

JapanGov 



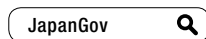
Japan. Sharing tomorrow.

Pour nos *Tomodachi*
Automne 2016

<http://www.japan.go.jp/tomodachi>



Gouvernement du Japon



<http://www.japan.go.jp>



Pour vous abonner à *Tomodachi*, veuillez contacter l'adresse suivante :

<http://www.mmz.kantei.go.jp/tomodachi/subscribe.php>